

Vers un Parlement (et une Union) bloqué(es) ? Les clés de la bataille pour définir la prochaine coalition majoritaire à Strasbourg



L'absence de consensus au sein des groupements au Parlement européen risque de reconduire le blocage de l'Union qui s'est dessiné pendant les derniers mois.

Avec Rémi
Bourgeot

Atlantico : Devant le recul des partis traditionnels, la montée en puissance des extrêmes et l'émergence du bloc libéral, comment les résultats de ce scrutin en France vont ils peser sur la nouvelle politique de l'Union européenne ?

Rémi Bourgeot : La lecture des rapports de force au parlement européen pour en déduire une orientation politique pour les années à venir ne correspond pas véritablement au fonctionnement de l'Union européenne. Derrière les tentatives de convergence affichées au sein des divers courants à l'échelle continentale, les groupes au parlement européen restent en général des agrégats de tendances nationales particulièrement différentes, voire contraires en fonction des problématiques nationales. Cela s'applique autant aux mouvements traditionnels qu'aux autres. Et lorsque ces différences de perspectives nationales au sein des groupements européens ont été gommées, cela a parfois été pour le pire, comme lors de la mise au point d'un modèle de gestion de crise consistant à valider et tenter de répliquer ce qu'il y a de plus déséquilibré dans le modèle productif allemand.

En dehors de la question environnementale, qui a trouvé un écho dans de nombreux pays à l'occasion de cette campagne, de nombreux observateurs ont d'ailleurs constaté que l'élection est restée une succession de campagnes nationales. Mais surtout, ce constat illustre la réalité des négociations et rapports de force au sein de l'Union, essentiellement marquée par les relations entre gouvernements.

Le recul important des groupes conservateur et socialiste (social-démocrate) au parlement européen, privés de leur majorité habituelle en duo, donne un certain poids au groupement libéral dans le jeu politique à Bruxelles dans le jeu institutionnel européen. Mais l'essentiel sur le plan de la politique européenne n'est pas là. On constate aujourd'hui, avant tout l'absence de consensus au sein des groupements au parlement européen pour rééquilibrer la construction européenne sur le plan économique notamment. Les alliances qui ont été invoquées à l'échelle européenne par les partis traditionnels comme par les partis populistes ne renvoient pas en réalité à des convergences concrètes pour travailler à une réorientation réelle, dont les contours n'ont par ailleurs été définis ni par les uns ni par les autres.

La situation réelle reste somme toute identique au blocage qui s'est confirmé mois après mois. En particulier, le cœur des projets d'Emmanuel Macron pour consolider la zone euro au moyen de mécanismes de partage de risque a été écarté à Berlin car touchant aux tabous indépassables du pays en la matière. Sur cette base en particulier se développe une crise politique entre Paris et Berlin,

dont les déclarations récentes de défiance réciproque sont une illustration. Une fois actée l'impossibilité de consolider véritablement la zone euro avec Berlin, la question centrale reste celle du rééquilibrage des politiques économiques et sociales. Le ralentissement important de la machine exportatrice allemande dans le contexte international actuel se traduit par un début de remise en question des politiques de compression de la demande (privée et publique) mises en œuvre par le pays depuis bientôt vingt ans. Le débat trouve un écho jusque parmi les alliés les plus proches de Berlin sur les questions monétaires, notamment au sein du gouvernement néerlandais, dont le ministre des Finances, conservateur chrétien-démocrate et farouche opposant à la constitution d'un budget de la zone euro, s'est mis à attaquer frontalement la politique économique allemande... lors d'un discours à la vénérable Université Humboldt de Berlin ! Le débat, lorsqu'il devient intéressant, ne suit décidément pas la cartographie partisane du parlement européen.

La bataille des Spitzenkandidaten (têtes de liste européennes) n'est pas encore terminée. On donnait le PPE favori mais l'ALDE, revigoré par son score, compte jouer les trouble-fêtes, et derrière eux on sent qu'opèrent Emmanuel Macron et Angela Merkel. Que peuvent-ils faire aujourd'hui ? Sur quel terrain se battent-ils ?

Le candidat du PPE, le bavarois Manfred Weber, qui n'est identifié que par environ un quart de l'électorat même en Allemagne, a obtenu un soutien tiède d'Angela Merkel. Par ailleurs, c'est le principe même des Spitzenkandidaten qui est rejeté par une partie des gouvernements européens. Jean-Claude Juncker était parvenu à imposer sa candidature par le biais de ce système en 2014 malgré l'opposition résolue de certains comme David Cameron, du fait de la confusion qui régnait entre les gouvernements.

Au cours des dernières semaines ou mois, on a vu Michel Barnier faire plus ou moins discrètement campagne au moyen d'un tour des capitales européennes en tant que négociateur en chef du Brexit. Dans le contexte d'éclatement des groupes politiques, la confirmation par le parlement reste une étape importante, mais encore une fois la négociation est avant tout intergouvernementale. Comptant sur le soutien d'Emmanuel Macron le moment venu, Barnier semble tenter de se positionner comme candidat relativement neutre, acceptable par les conservateurs, socialistes et libéraux au parlement européen, après avoir appliqué à la lettre le processus de négociation du texte de sortie du Royaume-Uni, centré sur l'indépassable « backstop » irlandais.

Le soutien limité de Merkel au candidat Weber traduit de plus un jeu complexe prenant en compte l'ensemble des nominations européennes, notamment à la présidence de la Banque centrale européenne. Le Président de la Bundesbank Jens Weidmann a tenté de donner quelques gages de pragmatisme mais suscite une défiance considérable dans de nombreux cercles politiques ainsi que dans les milieux financiers, qui redoutent une gestion comparable à celle de Jean-Claude Trichet au cours de la crise de l'euro.

Quel impact peut avoir sur les politiques économiques et sociales de l'UE cette nouvelle donne politique ?

Il faut encore garder à l'esprit que le parlement européen n'a qu'un rôle limité voire extrêmement limité, notamment en matière fiscale. La modification des rapports de force entre les trois groupes centraux n'est pas en tant que tel porteur d'un changement de politique. De la même façon, en 2017, les conseillers économiques d'Emmanuel Macron et la grande majorité des commentateurs prétendent au fait des tendances qui traversent l'Europe annonçaient une ouverture de la part de Merkel aux projets français sur la base des retours venant de leurs contacts socio-démocrates. Ces derniers étaient en effet contents de pouvoir faire penser qu'ils pesaient véritablement sur les tabous politiques allemands et qu'ils partageaient les projets français de réforme européenne.

La question centrale reste celle des rapports entre gouvernements, en prenant en compte les situations nationales dans lesquelles ils évoluent. Et on voit, comme indiqué plus haut, une évolution sur ce plan avec une décomposition progressive du groupe de pays emmené par l'Allemagne. Au-delà du refus commun des transferts fiscaux entre Etats, le groupe se fracture au fur et à mesure que le modèle suivi par l'Allemagne montre ses limites, notamment en ce qui concerne la contagion de l'atonie économique à ses partenaires les plus proches.

De la même façon, la théorie consistant à envisager la constitution d'un grand mouvement populiste à l'échelle européenne est fantaisiste sur le plan des orientations politiques concrètes, au-delà de la question migratoire. Marine Le Pen et Matteo Salvini trouvent un certain nombre de points de convergence au fur et à mesure que ce dernier tente de dépasser son ancrage dans le nord de l'Italie, marqué par une orientation économique initialement plutôt libérale, pour conquérir l'électorat du Mouvement Cinq Etoiles en particulier dans le sud du pays au moyen d'orientations plus sociales. En ce qui concerne l'AfD allemande, dont les membres accusent Marine Le Pen de socialisme, les désaccords avec le RN sont au-delà de toute recherche de convergences concrètes, tout comme avec la plupart des autres mouvements populistes en Europe. Le centre n'a pas le monopole des mirages européens.